



Rendre visible la coopération qui existe entre l'Union européenne et le Maroc aux médias mais aussi à l'ensemble des citoyens marocains par leur biais, tel a été l'objectif du week-end de presse qui s'est tenu ces 15 et 16 décembre à Marrakech et sa région en présence de plusieurs personnalités comme El Houcine Louardi, ministre de la Santé, Eneko Landaburu, ambassadeur de l'Union européenne au Maroc, et des représentants des ministères de l'Education nationale, de l'Economie et des Finances et de la Direction de la lutte contre l'analphabétisme.

Avec une ambition d'éclairer sur les programmes d'appui de l'Union européenne aux réformes engagées par le Maroc dans les domaines de la santé, de l'éducation nationale et de l'alphabétisation, une rencontre-débat a été organisée, samedi, avec les hauts responsables cités précédemment, et une visite de terrain notamment dans la région de Settat pour faire connaître les réalisations concrètes de ce programme auprès de la population concernée.

«Nous souhaitons renforcer la communication autour de ces initiatives et rendre plus visible l'accompagnement de l'Union européenne aux chantiers de réforme importants que le Maroc entreprend dans des domaines aussi stratégiques et vitaux que la santé et l'éducation», a déclaré l'ambassadeur de l'UE. Avant de détailler l'ensemble des programmes que l'UE appuie financièrement et qui sont le programme d'appui à la mise en œuvre des stratégies d'éducation, d'alphabétisation, le programme d'appui à la consolidation de la couverture médicale de base et celui qui appuie la réforme du système de la santé. Par exemple, l'UE a mobilisé pour le secteur de l'éducation près de 2 milliards de dirhams depuis l'année 2000. Cette aide budgétaire touche un champ large allant de l'éducation de base à la lutte contre l'analphabétisme. De son côté, le ministre de la Santé a déclaré que «la coopération entre l'UE et le ministère de la Santé est récente ; elle date de 1995 avec un accord d'appui à l'amélioration de la santé maternelle et néonatale», puis à partir de 1998, cette coopération s'est élargie avec les projets d'appui à la gestion du secteur de la santé, et celui d'appui à la couverture médicale de base. Enfin, il a fait appel au partenaire européen pour la continuité de cet appui pour la future stratégie du ministère de la Santé qui se résume en 7 points. A savoir la réorganisation et le renforcement des urgences médicales et hospitalières et pré-hospitalières, la politique de santé mentale et psychiatrique, la politique pharmaceutique nationale, l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement, l'organisation de l'offre hospitalière, l'approche participative et le dialogue social et enfin l'organisation d'un colloque national de la santé.

Le choix de l'UE d'appuyer ces trois domaines s'explique par leur caractère vital pour une société qui ambitionne de suivre une voie démocratique de grande qualité. Ainsi, 113 millions d'euros représentent la contribution pour la période 2009/2013 dans le domaine de l'éducation, et ce afin de réduire les taux d'abandon scolaire, de renforcer les formations professionnelles pour le personnel. Pour le domaine de la santé, cet appui budgétaire a été de 40 millions d'euros entre 2008 et 2012 pour aider à la consolidation du RAMED et élargir l'accès aux soins à l'ensemble de la population. Pour la lutte contre le fléau de l'analphabétisme, 27 millions d'euros ont été alloués pour la période 2008/2013, et la Direction pour la lutte contre l'analphabétisme s'en réjouit puisque selon ses estimations, le Maroc est passé de 87% d'analphabètes en 1960 à 30% en 2011.

Enfin, à la question de savoir si la crise n'allait pas affecter le montant des enveloppes dédiées

Écrit par Administrator

Lundi, 17 Décembre 2012 11:08 -

---

au Maroc, l'ambassadeur espère que le budget sera substantiel pour les 7 ans à venir et pense que la politique extérieure de l'Union sera moins affectée par l'austérité budgétaire. [Joomla](#)

[SEO powered by JoomSEF](#)